



REPUBLIQUE FRANCAISE
« LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE »

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2019-54

L'an deux mil dix-neuf, le vingt-trois septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune de CHANOS-CURSON, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique, salle du Conseil Municipal en Mairie, sous la présidence de **Monsieur Stéphane FOURNIER**.

Date de convocation du Conseil Municipal : **18/09/2019**

Date d'affichage : **18/09/2019**

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : **15**

Étaient présents : **Stéphane FOURNIER, Isabelle FREICHE, Nicole MUCCHIELLI, Bruno BOITEUX, Bruno GRAS TACHON, Pascal BAUDE, Juliette GOMEZ, Blandine AZE, Anaïs CHARDON, Benoit MOREL.**

Étaient absents et représentés : **Michel FRAISSE représenté par Nicole MUCCHIELLI, Jacques PRADELLE représenté par Isabelle FREICHE, Serge BLACHE représenté par Stéphane FOURNIER, Sandrine GUIMBAUD représentée par Benoit MOREL**

Était absent et excusé : **Pascal ROUSSET**

Anaïs CHARDON a été désignée secrétaire de séance.

Le nombre de votants est de 14

Objet : Avis sur la révision du PLU de Beaumont Monteux

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les communes en limite géographique sont sollicitées pour participer aux réunions d'élaboration du P.L.U. de la Commune de Beaumont Monteux.



Conformément à l'article L153-16 du code de l'urbanisme, la Commune de Beaumont Monteux nous transmet le dossier de projet de PLU arrêté afin que la commune de Chanos Curson donne un avis. La commune dispose d'un délai de trois mois pour émettre cet avis

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **Emet un avis favorable à l'arrêt du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Beaumont Monteux.**
- **Charge Monsieur le Maire de bien vouloir notifier sa décision à la commune de Beaumont Monteux et à la DDT de la Drôme.**

Fait et délibéré les jours mois et an ci-dessus.
Au registre sont les signatures.

**Le Maire,
Stéphane FOURNIER**



Acte rendu exécutoire après :

- Transmission en Préfecture le 27/09/19
- Réception en Préfecture le 27/09/19
- Publication et notification le 27/09/19

"La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal."